

## Jens Otto Krag, L'Europe et le Danemark

**Légende:** Le 12 octobre 1966 à Bruxelles, six mois avant la demande d'adhésion du Danemark aux Communautés européennes, Jens Otto Krag, Premier ministre danois, fait un discours à l'Institut royal des relations internationales (IRRI) sur la place du Danemark en Europe.

**Source:** Chronique de politique étrangère. Juillet 1966, n° 4; Volume XIX. Bruxelles: Institut Royal des Relations Internationales. "Europe and Denmark", auteur:Krag, Jens Otto , p. 345-354.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/jens\\_otto\\_krag\\_l\\_europe\\_et\\_le\\_danemark-fr-fc715ofc-foea-41f9-967b-088be3ad22ae.html](http://www.cvce.eu/obj/jens_otto_krag_l_europe_et_le_danemark-fr-fc715ofc-foea-41f9-967b-088be3ad22ae.html)

**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016



## L'Europe et le Danemark

Par Jens Otto KRAG

C'est pour moi un grand plaisir de m'adresser devant l'Institut Royal des Relations Internationales au sujet de la coopération européenne.

Votre pays joue un rôle crucial dans les affaires européennes. Nous admirons ces hommes d'État belges qui ont consacré beaucoup d'efforts à la cause européenne. La ville de Bruxelles est le symbole même de cette vaste aventure du Marché commun dans laquelle les six pays se sont lancés, il y a des années maintenant.

Les efforts déployés pour mettre en place une coopération en Europe occidentale sont le reflet des nouveaux comportements qui sont apparus en Europe après la deuxième Guerre mondiale. Les divisions et les rivalités des jours anciens ont laissé place aux espoirs grandissants d'une plus grande unité européenne.

Certes, nous avons tiré des leçons des années 30, mais il est tout à fait légitime de se demander si nous en avons tiré suffisamment. On pourrait même dire qu'en Europe, aujourd'hui, certaines tendances sont en passe d'oublier ces leçons. J'ai néanmoins la certitude que l'idée européenne est maintenant profondément ancrée dans l'esprit des peuples des pays d'Europe. Je ne doute pas un seul instant non plus qu'il y a encore lieu d'être optimiste. Mais, pour l'heure, la grande question qui se pose est de savoir comment et quand relancer le processus de l'unification européenne.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la coopération européenne a toujours été au centre de la politique étrangère du Danemark<sup>1</sup>. L'histoire nous a appris que notre sécurité était liée à la coopération pacifique entre les nations européennes. Notre position en matière d'unification de l'Europe repose sur ce postulat.

Les efforts convergeant vers une unité européenne ont pour l'instant porté leurs fruits surtout dans le domaine économique. Ce n'est guère surprenant si nous observons la période écoulée depuis 1945, lorsque l'Europe a perdu sa position de centre du monde, tant politique que commercial. C'est seulement par une action concertée qu'il a été possible de reconstruire les nations et de redonner vie à leurs économies. Ce fut l'accomplissement majeur de l'OECE. La capacité et la détermination des États-Unis d'aider l'Europe occidentale à surmonter les difficultés de l'après-guerre ont été des facteurs décisifs dans les progrès que nous avons accomplis. Les résultats de ces efforts communs auraient toutefois été bien moins impressionnants si les pays européens ne s'étaient pas montrés enclins à adopter de nouvelles formes de coopération économique.

La nécessité absolue d'une coopération en Europe est évidente. La deuxième Guerre mondiale a eu entre autres pour conséquence l'impossibilité pour les nations européennes de poursuivre une action indépendante au sens classique de la politique des grandes puissances, c'est-à-dire d'agir en tant que super-puissance. Il est peu probable aujourd'hui qu'un pays européen puisse un jour se trouver dans cette situation. Et cela vaut également pour les puissances que l'on appelait autrefois les Grandes puissances de l'Europe occidentale.

Si nous réussissons à unifier l'Europe, nous pourrions peut-être conserver collectivement la place à laquelle elle pourrait prétendre dans le monde. Nous pourrions faire jeu égal avec les États-Unis et, de ce fait, jouer le rôle qui nous convient dans la Communauté atlantique. Nos relations avec l'Union soviétique devraient être développées afin de créer les bases d'une solution aux problèmes de la sécurité européenne. S'ils coopèrent étroitement, les pays européens pourront contribuer efficacement à la résolution du plus grand problème international de notre temps: l'écart croissant qui sépare les pays riches et les pays pauvres.

Telles sont donc les raisons essentielles qui nous amènent à dire que la tâche primordiale de notre génération est de faire naître une étroite coopération européenne.

Les difficultés à surmonter sont énormes. Je n'en ai évoqué que quelques-unes parmi les principales. Mais il y en aura bien d'autres.

Nous nous sommes lancés dans une entreprise consistant à unifier des civilisations anciennes aux coutumes et aux façons de penser disparates, opposées par des conflits d'intérêt. Nous savons tous que l'Europe, du Cap Nord à la Sicile, est riche de diversité et que les courants culturels ont pris de nombreuses directions au cours de l'histoire. Les peuples d'Europe s'opposent dans des rivalités nationales ancestrales. Ils se sont dominés à tour de rôle. Ils se sont regardés les uns les autres comme des étrangers. Il faut du temps pour changer les idées des peuples, pour faire un nouveau pas en avant et pour accepter les autres, à égalité, comme des partenaires.

Vous vous demandez peut-être quelle sorte d'Europe nous envisageons. Comment sera-t-elle organisée politiquement et économiquement?

Je crois que nous aurions tort de vouloir répondre trop précisément à ces questions. Comme je l'ai dit, il est question ici d'unifier des civilisations anciennes dotées d'un sentiment d'indépendance profond. En essayant de définir à l'avance et précisément les organisations futures, nous risquons de nous compliquer la tâche, et même de compromettre nos chances d'atteindre l'objectif.

Mais, comme je l'ai dit à Strasbourg il y a deux semaines, nous ne devons jamais perdre de vue les buts ultimes, tout en comprenant qu'il n'existe pas de réponse toute faite et définitive à la question de la forme que doit prendre la coopération européenne. Nous voulons une Europe fondée sur le libre-échange des marchandises, la croissance de la production et du commerce et la liberté de circulation de la main-d'œuvre et des capitaux. Nous croyons que les progrès dans cette direction conduiront d'eux-mêmes à la création d'institutions adaptées.

\*  
\*      \*

Notre ambition finale est de créer une Europe offrant les meilleures conditions possibles pour la survie et la poursuite de nos modes de vie démocratiques dans la paix et la liberté. Nous voulons une Europe influente, démocratique, jouissant d'un haut niveau de vie, d'une plus grande justice sociale, d'une culture et d'une science qui pourront encore servir de modèle au reste du monde.

C'est seulement par la coopération que l'Europe permettra aux pays européens de conserver la place de notre vieux Continent dans le monde, non pas en position de rivalité avec les États-Unis mais de coopération avec nos amis américains. Une Europe qui ne coopérerait pas avec les U.S.A. est inconcevable. Ce serait aussi une situation que nous n'aimerions pas connaître. Vouloir que l'Europe s'étende jusqu'à l'Oural n'est pas un objectif réaliste. Mais il est tout à fait sensé de concevoir une Europe coopérative entretenant de bonnes relations à la fois avec les États-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique.

L'idée de faire une unité européenne gagne du terrain parmi les peuples d'Europe. Après la deuxième Guerre mondiale, ces peuples se sont lentement mais indéniablement montrés de plus en plus enclins à apprécier et à accepter le besoin d'une coopération plus étroite. Ce processus n'a pas encore atteint sa pleine maturité, mais il est enclenché.

Pour l'heure, qu'avons-nous vraiment réalisé en matière de coopération européenne?

Beaucoup de choses, dans le domaine économique. La production et le commerce européens ont prospéré depuis la mise en place de la coopération européenne, dans les années qui suivirent immédiatement la guerre; il ne fait pas de doute que l'Organisation européenne de coopération économique a joué un rôle important à cet égard et que nous récoltons aujourd'hui les fruits de cette coopération. Nous sommes confrontés maintenant à des difficultés croissantes du fait de la division de l'Europe en deux groupes de marchés, et la grande difficulté est de trouver le moyen de les réunir.

D'un point de vue politique, je dirais que la coopération européenne et occidentale est plutôt en triste état à l'heure actuelle alors que, sur la scène mondiale, des événements plus prometteurs pourraient se dessiner à

l'horizon. Je songe ici aux possibilités d'une meilleure compréhension entre les Grandes puissances et j'appelle de mes vœux une solution pacifique au conflit vietnamien. Nous ne devons surtout pas oublier l'importance des alliances en tant que facteurs de maintien de la paix dans le monde d'aujourd'hui. L'existence de l'OTAN est cruciale: elle constitue la base de tous les efforts que nous déployons en vue d'une détente. Elle doit rester une organisation viable fondée sur une confiance mutuelle entre les pays qui en sont membres.

Mais je pense que le moment est venu d'essayer de déterminer pour cette alliance occidentale un nouveau contenu politique. Nous devons chercher à nous servir de l'OTAN comme d'un instrument dans les efforts menés en Europe pour accroître la détente et trouver une solution au problème allemand. Il s'agit ici de créer progressivement un nouvel environnement politique en Europe centrale, comme l'a récemment déclaré le président Johnson. Nous oublions que l'unification de l'Europe ne se limite pas à celle de la CEE et de l'AELE. À l'arrière-plan demeure le problème de rendre à l'Europe son intégrité, c'est-à-dire de rétablir les liens entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale.

Je suis certain que cette tâche nécessite la modernisation de l'OTAN, une plus grande intégration entre les pays d'Europe occidentale et une amélioration des contacts avec les pays d'Europe orientale.

\*  
\*      \*

Pour nous, la première nécessité est toutefois de mettre de l'ordre dans les affaires de l'Europe occidentale.

Le Marché commun est la preuve la plus flagrante de la force de l'idée européenne. Nous, qui nous situons à l'extérieur de la Communauté, avons observé avec admiration les grands progrès qu'elle a accomplis, malgré les crises qu'elle a traversées et les difficultés qu'elle a rencontrées. Nous souhaitons que le Marché commun soit une réussite.

Il nous apparaît cependant de la première importance que le groupe des pays qui œuvrent à la réalisation de l'unité européenne soit élargi. Une aventure aussi audacieuse mérite la participation de plus de pays que les six membres actuels de la Communauté économique européenne. Les pays de la CEE comme ceux de l'AELE appartiennent à la famille des nations européennes par l'histoire, l'économie et la culture. Ce n'est qu'au travers d'un tel élargissement de la communauté que l'Europe pourra prendre sa place économique et politique au sein du nouvel ordre mondial.

Lorsque les efforts visant à mettre en place une vaste zone de libre-échange européenne ont échoué, l'AELE a été instaurée avec pour objectif premier de favoriser une solution reposant sur une large base européenne. C'est dans cet esprit que nous avons présenté notre demande d'adhésion à la CEE en 1961, en même temps que le Royaume-Uni. Peu après, la Norvège a suivi et les pays neutres de l'AELE ont demandé à s'associer. Tout cela semblait mettre l'accomplissement de l'idée européenne à portée de main. Malheureusement, les événements ont pris un autre cours.

Lorsque les négociations de Bruxelles ont été rompues en janvier 1963, la réalisation de l'idée européenne a été remise à plus tard. Nous savons tous comment cela s'est produit et quelles raisons ont conduit à cet échec. Nous en subissons aujourd'hui les conséquences. Mon pays connaît mieux que tout autre, ou presque, je crois, les difficultés qu'a fait surgir la division entre ces deux groupes de marchés. L'une des toutes premières priorités est d'empêcher ce fossé de se creuser. En politique économique, nous devons tenir compte des intérêts vitaux de l'autre partie et garder à l'esprit que notre ligne de conduite doit constamment viser à préserver les possibilités d'une reprise rapide de l'avancée des affaires européennes.

\*  
\*      \*

La CEE peut être considérée comme un modèle souhaitable pour une communauté économique élargie en Europe. Elle couvre tous les champs de l'activité économique et sociale. Je voudrais mentionner ici, plus

particulièrement, trois éléments essentiels.

Voyons d'abord la politique agricole, à laquelle la CEE a jusqu'ici consacré plus de temps, d'énergie et d'attention politique qu'à aucun autre secteur. Les succès remportés ont suscité une certaine admiration dans le reste du monde qui a vu en eux un effort hautement constructif pour résoudre les problèmes complexes de ce secteur. Mais des doutes s'expriment aussi. Dans sa forme actuelle, la politique agricole de la CEE ne peut qu'occasionner des difficultés aux pays tiers fortement exportateurs dans ce domaine, comme le Danemark.

La politique agricole commune, en garantissant des prix élevés, a tendance à infléchir la consommation et à stimuler la production.

Les exportateurs de produits agricoles ne faisant pas partie de la Communauté sont de ce fait confrontés à une baisse de leurs possibilités de vente à l'intérieur du Marché commun et à des difficultés accrues de vente sur les autres marchés à cause des surplus. Indépendamment des problèmes pratiques des négociants confrontés aux changements imprévisibles des prélèvements à l'importation d'une semaine à l'autre, le régime des prélèvements, tel qu'il est aujourd'hui appliqué, a par ailleurs entraîné une baisse des prix à l'importation. Je pense qu'il est juste de dire que la CEE a, de cette manière, favorisé indirectement des pays à commerce d'État au détriment d'autres pays, comme le Danemark, où la production agricole est dans une grande mesure déterminée par les prix sur les marchés de l'exportation. Nous espérons qu'une alternative à ce système sera bientôt trouvée.

Le Danemark souhaite que les prix agricoles soient fixés à un niveau qui n'engendre pas des surplus de production, qui pèseraient inévitablement sur le reste de l'économie. Une vaste communauté économique en Europe doit, bien entendu, prendre en considération la situation des agriculteurs. Une communauté européenne élargie, dotée d'une économie forte, peut facilement se permettre de laisser ses portes ouvertes au reste du monde, dans l'espoir d'accroître constamment les échanges commerciaux mondiaux.

\*  
\*     \*

Le deuxième volet est le secteur industriel. Dans ce secteur, la CEE a quasiment achevé l'instauration de l'union douanière prévue par le Traité de Rome. Il est évident que cette union douanière constituera aussi la base d'une communauté économique élargie. Cela ne signifie certainement pas que tous les problèmes du secteur industriel auront été résolus. Dans ce secteur, le plus gros problème et la principale tâche auxquels la Communauté devra s'attaquer sera de mettre en œuvre une véritable politique industrielle commune dans le cadre de l'union économique. Dans l'industrie — tout comme dans l'agriculture — les progrès que nous voulons réaliser en Europe dépendent impérativement de politiques orientées vers l'extérieur. Ce n'est qu'en résistant à la tentation de se réfugier derrière des barrières protectrices de toutes sortes que l'industrie européenne pourra avancer au rythme des industries d'autres parties du monde.

\*  
\*     \*

Le troisième et dernier élément concerne la politique économique générale. Pour que les marchandises, la main-d'œuvre et les capitaux puissent circuler librement en Europe, une coopération étroite est indispensable au niveau des politiques budgétaires, fiscales, monétaires, etc. De toute évidence, un consensus grandissant apparaît en Europe occidentale sur la nécessité de prendre des mesures publiques énergiques pour résoudre les problèmes économiques fondamentaux. Je crois également que dans nos pays, les citoyens sont de plus en plus conscients de la nécessité d'une concertation sur les politiques à cet égard. Je pense donc que le travail nécessaire pour garantir l'augmentation du niveau de vie de nos peuples par le moyen de l'expansion économique, dans la stabilité, bénéficiera d'un terrain fertile.

La politique agricole commune, la politique industrielle commune et la politique économique coordonnée sont les fondements économiques d'une Europe unie.

En élaborant les politiques économiques européennes, il importe de s'efforcer d'augmenter le commerce avec l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est et de leur permettre de trouver des marchés d'exportation plus importants en Europe occidentale, à la cadence de l'expansion économique. L'augmentation du volume des échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale contribuera certainement à une amélioration des rapports Est-Ouest.

Il est tout aussi important que l'Europe ne devienne pas un club de pays riches aux dépens des pays en développement. Au contraire, le potentiel économique et politique européen doit constituer la base d'efforts accrus en faveur des pays en développement. La mise en œuvre d'une action européenne concertée dans ce domaine leur permettrait d'espérer de grandes améliorations. Pour aider ces pays, nous devons développer leurs possibilités d'exportation et l'Europe, lorsqu'elle sera unifiée constituera avec l'Amérique du Nord le marché le plus important pour ces nouveaux pays. De plus, nous ne devons pas oublier qu'en fin de compte, l'accès à la stabilité économique est une condition cruciale de la stabilité politique dans les pays en développement.

\*  
\*   \*  
\*

J'aimerais dire quelques mots encore sur un autre élément fondamental de l'unité européenne, à savoir nos affinités culturelles. Elles comptent au nombre des conditions majeures de la coopération européenne. Il est donc essentiel que nous entreprenions de renforcer et d'étendre les relations culturelles entre les pays européens. Une telle coopération rendra les peuples européens plus conscients de leur patrimoine commun.

L'Europe occidentale ne doit pas non plus se replier sur elle-même dans sa vie culturelle. Nous ne devons pas oublier que les pays d'Europe orientale et l'Union soviétique ont apporté une contribution de taille à la civilisation européenne au cours de l'histoire. Notre propre civilisation ainsi que celle de l'Amérique du nord et de bon nombre de pays du Commonwealth ont une origine commune. Nous devons, en nous appuyant sur une compréhension profonde de leurs problèmes particulièrement aigus, aider les jeunes nations africaines en voie de développement dans leurs efforts pour s'intégrer, de leur propre volonté, au concert des nations libres. Les pays d'Amérique latine sont aussi très largement tournés vers l'Europe.

Il se pourrait même que ce patrimoine culturel commun devienne l'assise sur laquelle nous pourrions appuyer nos actions visant à favoriser une meilleure compréhension entre l'Est et l'Ouest. En développant les relations culturelles, gardons toujours à l'esprit que l'Europe ne doit jamais devenir introspective ni exclusive en matière d'affaires culturelles. Elle doit être ouverte et tournée vers l'extérieur.

\*  
\*   \*  
\*

J'ai essayé de tracer, pour la Communauté européenne, quelques perspectives vues sous l'angle danois. Tout cela est bien beau, mais que pouvons-nous faire dans les circonstances actuelles pour relancer les choses?

Nul ne niera que depuis que les négociations de Bruxelles ont été rompues en janvier 1963, le projet visant à intensifier la coopération en Europe n'avance pas. Nous rencontrons des difficultés croissantes du fait de la division en deux groupes de marchés. Aucune solution ne semble en vue. Il est crucial pour mon pays que la coopération européenne sorte de l'impasse dans laquelle elle se trouve, et le plus tôt sera le mieux.

Le «Kennedy Round» a été présenté comme un moyen utile pour atténuer les conséquences funestes des barrières douanières entre les deux marchés européens. Nous avons longtemps pensé que les chances de voir ce «Kennedy Round» apporter des résultats positifs étaient minimes, mais ces négociations battent maintenant leur plein.

Je tiens à rappeler qu'au cours d'une phase précédente du «Kennedy Round» la CEE a clairement évoqué les possibilités d'interaction entre les pays européens qu'offrent ces négociations commerciales. Nous sommes

entièrement d'accord avec cette façon de voir et nous pensons que les pays européens qui ne font pas partie du Marché commun doivent trouver des moyens efficaces de relever le défi de la CEE sur ce point. C'est pour cela que le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède se préparent à une démarche commune devant la CEE dans le «Kennedy Round». À ce sujet, je me permets de vous rappeler que les quatre pays nordiques importent plus de marchandises de la CEE que des États-Unis.

Nous avons proposé précédemment, au sein de l'AELE, qu'un dialogue soit lancé entre les deux groupes de marchés, en vue d'une discussion sur la coopération dans des domaines spécifiques. Nous pensons toujours que cette proposition mérite que l'on s'y attache et nous espérons que la CEE répondra rapidement à l'invitation de l'AELE.

Le «Kennedy Round» et un dialogue entre la CEE et l'AELE ne suffisent pas pour résoudre le problème principal, à savoir l'instauration d'un grand marché européen. Comme vous le savez tous très bien, la question de l'adhésion britannique est vitale à cet égard.

Je crois que tout le monde est d'accord sur le fait que les principaux problèmes liés à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE sont de deux ordres: tout d'abord la situation économique préoccupante de la Grande-Bretagne, en partie due à son système monétaire particulier. En second lieu, il y aura des problèmes liés à une adaptation de la politique agricole britannique au système continental, tout particulièrement en ce qui concerne l'impact sur la balance des paiements de la Grande Bretagne et sur ses relations avec les pays du Commonwealth, tels que la Nouvelle-Zélande.

Les Britanniques semblent prêts à rejoindre la CEE à condition que les intérêts vitaux du Royaume-Uni soient préservés. Les Français seraient favorables à l'entrée de ce pays dans la CEE, à condition que le gouvernement britannique accepte le Traité de Rome et l'ensemble des règles et systèmes qui s'appuient dessus, étant entendu que certaines mesures transitoires seront nécessaires.

Pour autant que je puisse le constater, ces vues ne sont pas tout à fait incompatibles. J'ai donc le sentiment qu'il serait extrêmement utile d'étudier plus avant la possibilité de contacts entre le Royaume-Uni et la France dans le but de négocier les problèmes particuliers qui sont en jeu.

Les deux grandes nations que sont la Grande-Bretagne et la France détiennent les clefs de l'avenir européen. Mais, comme je l'ai dit récemment à Strasbourg, nous ne pouvons pas attendre éternellement. Nous devons trouver des moyens de relancer le processus vers l'unité et la coopération européennes.

Comme je l'ai dit aussi à Strasbourg, des débats intenses au Danemark portent sur la façon dont nous pourrions contribuer à relancer la coopération européenne. Les pays nordiques pourraient sans doute jouer un rôle dans ce domaine.

Je ne crois pas que, dans les circonstances actuelles, l'adhésion du Danemark au Marché commun en cavalier seul permette d'atteindre ce but. Je ne crois pas non plus qu'elle résolve aujourd'hui les problèmes du Danemark, ni qu'elle soit souhaitable d'un point de vue européen global. Mais nous devons rester ouverts à toute possibilité susceptible d'aboutir à une solution aux problèmes des marchés en Europe.

Une initiative nordique — si elle s'avérait possible — pourrait avoir une certaine utilité et inciter le Royaume-Uni et la France à rétablir les contacts rompus en janvier 1963 et à reprendre les négociations, auxquelles, entre autres, le Danemark participait également.

J'ai eu la semaine dernière l'occasion de m'entretenir de ces questions avec le Premier ministre de Suède, M. Tage Erlander, lors de sa visite au Danemark. A la suite de ces conversations, je n'ai rien à retirer des propos que j'ai tenus à Strasbourg. Nos deux gouvernements resteront en contact et, dans un futur proche, je parlerai également de cette question avec le Premier ministre de Norvège. De plus, les ministres nordiques du commerce et de l'industrie doivent se rencontrer à plusieurs occasions au cours de ces prochains mois.

Je poursuivrai ces discussions en gardant à l'esprit cette réalité sous-jacente selon laquelle l'Europe unie ne

se construira pas toute seule, même si l'idée européenne s'accorde parfaitement avec les réalités du monde moderne. Pour que cet objectif soit atteint, les responsables politiques doivent agir de façon constructive. Il est absolument nécessaire de prendre des initiatives politiques cohérentes, dans le bon contexte et au bon moment. Le gouvernement danois est conscient de ses responsabilités et agira en conséquence.

Discours du Premier ministre danois Jens Otto KRAG à l' *Institut Royal des Relations Internationales* le 12 octobre 1966.

1. Voir *Chronique de Politique Etrangère* , vol.XVII, 1964, n°6, pp.697-768.